

<http://www.pressegauche.org/Trou-noir-de-l-assurance-emploi-Le-Canada-cancrer-de-la-classe-CSN>



Trou noir de l'assurance-emploi - Le Canada, cancre de la classe (CSN)

- Communiqués -
Date de mise en ligne : jeudi 29 mars 2018



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

LA MALBAIE, QC, le 29 mars 2018 - Des militantes et militants des régions de la Côte-Nord et de Québec-Chaudière-Appalaches occupent ce matin les bureaux du G7 à La Malbaie afin de réclamer à nouveau un ajustement d'urgence à l'assurance-emploi pour les travailleurs saisonniers. Des actions se tiennent aussi en parallèle au Nouveau-Brunswick et nous avons l'appui des régions du Bas-Saint-Laurent et de la Gaspésie qui vivent la même situation. « Pour nous, les locaux devant lesquels on manifeste n'ont pas été choisis par hasard. Cet été, des travailleurs de la région accueilleront ici les décideurs des plus grands pays du monde, mais en attendant, le Canada ne daigne même pas les aider à subvenir à leurs besoins de base. On voulait souligner l'absurdité de la situation » a critiqué Guillaume Tremblay, président du Conseil central Côte-Nord-CSN.

Dans la région de Charlevoix seulement, ce sont 2500 personnes qui occupent des emplois saisonniers et occasionnels. « Ce sont des milliers de femmes et d'hommes qui ne reçoivent pas d'aide du gouvernement en ce moment. Pourtant, cet été, les leaders du G7 qui vont s'enfermer ici dans leur tour d'ivoire vont pouvoir bénéficier des services qui seront justement donnés par ces travailleuses et travailleurs qui ont passé une partie de l'hiver sans aucun revenu. Ça n'a aucun sens que nos décideurs soient à ce point déconnectés de la population », a dénoncé Julie Brassard coordonnatrice du Mouvement action-chômage Charlevoix.

Par ailleurs, le Canada fait piètre figure lorsque vient le temps de faire une comparaison avec les autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). À titre d'exemple, le Canada est le seul pays membre où l'admissibilité à l'assurance-emploi est basée sur le taux de chômage dans la région où vivent les travailleuses et les travailleurs visés. De plus, le découpage de ces régions pour l'assurance-emploi ne suit pas le découpage administratif des régions, ce qui crée des aberrations statistiques, dont ce trou noir de l'assurance-emploi. Du coup, des dizaines de milliers de travailleurs saisonniers de la Côte-Nord, de Charlevoix, du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et même du Nouveau-Brunswick se retrouvent sans aide alors que la saison de travail n'est pas encore entamée. « Question assurance-emploi, le Canada sera le cancre de la classe à la rencontre de cet été », a lancé Line Sirois, coordonnatrice du Mouvement action-chômage Côte-Nord.

Le 23 mars dernier, le ministre Blais est venu annoncer une formation à Sept-Îles pour venir en aide aux travailleurs aux prises avec le trou noir. Malheureusement cette offre arrive beaucoup trop tard. De plus, les centres locaux d'emploi (CLE) où ils doivent s'inscrire ne sont pas en mesure de mettre en place des programmes de formation qui répondent à la fois aux besoins des entreprises et des travailleurs dans des délais aussi courts.

« Nous avons encouragé nos membres à aller s'inscrire auprès des CLE, explique Guillaume Tremblay, mais la réponse des centres est inégale et on voit bien qu'ils ne sont pas préparés à ça. Le ministre est venu faire sa petite annonce avec tambours et trompettes, mais ça semble être une démarche politique improvisée. »

« La mise sur pied d'une table de travail sur l'enjeu du trou noir au court des prochaines semaines prend toute son importance. Nous sommes prêts à nous asseoir avec les gouvernements fédéral et provincial, ainsi qu'avec les régions concernées pour trouver des solutions permanentes et durables à cette situation problématique qui dure depuis trop longtemps et qui a des conséquences désastreuses sur l'emploi et l'économie dans nos régions », a conclu Guillaume Tremblay.